

# Aide au développement et au maintien du cheptel allaitant (ADMCA)

## Campagne 2018 • Départements d'Outre-Mer Guadeloupe, Guyane, Martinique et Réunion

# Notice d'information

### TÉLÉDÉCLARATION

Vous pouvez déclarer votre **demande ADMCA** sur le site telepac ([www.telepac.agriculture.gouv.fr](http://www.telepac.agriculture.gouv.fr)).

Vous pouvez également déclarer sur ce site des **bordereaux de perte et de localisation des animaux** durant toute la période de détention obligatoire.

Si vous n'avez pas utilisé votre compte telepac en 2017, ou si vous avez perdu votre mot de passe, vous aurez besoin de votre **code personnel telepac**. Ce code figure sur le courrier qui vous a été adressé au mois de mars 2017. Il reste valable pour le premier semestre 2018.

### IMPORTANT

Vous n'avez pas à déclarer un effectif de vaches et génisses pour lequel vous souhaitez percevoir l'ADMCA. Cet effectif sera automatiquement calculé à la fin de la période de détention en fonction des critères d'éligibilité des animaux à l'ADMCA et à partir des notifications réalisées auprès de l'Établissement départemental de l'élevage (EDE).

Les critères d'éligibilité à l'ADMCA seront vérifiés de façon automatique sur toute la période de détention obligatoire qui dure 6 mois à compter du lendemain du dépôt de votre demande.

Remarque : en cas de dépôt tardif de la demande, la période de détention débute le 16 juin 2018.

La vérification tiendra compte :

- du sexe, de l'âge et du type racial des animaux ;
- du respect de la proportion d'au moins 60% de vaches parmi les vaches et les génisses éligibles ;
- du caractère allaitant de l'effectif éligible.

### ATTENTION

**Le calcul de votre effectif éligible à l'ADMCA repose sur les données disponibles dans la Base de données nationale d'identification bovine (BDNI).** Cette base unique est alimentée par les notifications de mouvements d'animaux réalisées par l'intermédiaire des organismes chargés de l'identification (EDE). Ainsi, il convient d'être à jour dans vos notifications à l'EDE et de respecter les délais de notification.

**Tout mouvement (entrées et sorties) concernant votre troupeau doit être notifié à l'EDE dans les 7 jours qui suivent l'événement. Un animal concerné par une notification hors délais est inéligible à l'ADMCA.**

La demande ADMCA peut faire l'objet d'un **complément d'aide pour les veaux** selon certaines conditions.

## Dispositions générales

### 1. Qui peut demander l'aide au développement et au maintien du cheptel allaitant ?

Vous pouvez demander l'ADMCA si vous détenez sur votre exploitation des vaches et des génisses destinées à l'élevage de veaux pour la production de viande.

### 2. Quels animaux peuvent être primés ?

Un animal éligible à l'ADMCA est une femelle :

- de l'espèce bovine,
- appartenant à un type racial à orientation viande ou issue d'un croisement avec l'un de ces types raciaux,
- destinée à l'élevage de veaux pour la production de viande,
- détenue sur une période de détention obligatoire de 6 mois.

#### Attention

Les femelles des types raciaux laitiers suivants ou issues d'un croisement entre ces types raciaux sont exclues du bénéfice de l'ADMCA : Jersiaise, Ayshire, Croisé (entre types raciaux laitiers et entre type racial laitier et type racial croisé), Dairy Shorthorn, Autres races traites étrangères, Prim'Holstein, Guernesey.

La période de détention obligatoire commence le lendemain du dépôt de votre demande si vous déposez celle-ci avant le 15 juin 2018. Par contre, elle commence systématiquement le 16 juin 2018 si vous déposez votre demande pendant la période de dépôt tardif avec pénalité de retard, c'est-à-dire entre le 16 juin 2018 et le 10 juillet 2018.

Les femelles éligibles à l'ADMCA peuvent être :

- des vaches, c'est-à-dire des femelles ayant déjà vêlé ;
- des génisses, c'est-à-dire des femelles âgées d'au moins 8 mois et n'ayant jamais vêlé.

Le nombre de génisses primées ne peut pas dépasser 40% du nombre total de femelles aidées au titre de l'ADMCA (avec application de l'arrondi comptable).

### 3. Les conditions de dépôt de la demande

La demande doit impérativement être déposée à la DAAF le **15 juin 2018 au plus tard**. C'est la date de réception de votre demande qui est prise en compte et non la date d'envoi de votre courrier. Toute demande parvenue à la DAAF entre le 16 juin 2018 et le 10 juillet 2018 fait l'objet d'une réduction du paiement égale à 1% par jour ouvré de retard (jours autres que les samedis, dimanches et jours fériés).

Si le dépôt intervient après le 10 juillet 2018, la demande est irrecevable et vous ne percevrez aucune aide ADMCA.

### 4. Contenu de la demande

La demande doit comporter :

- le formulaire de demande *Aide au développement et au maintien du cheptel allaitant (ADMCA)* dûment renseigné et signé,
- les coordonnées bancaires établies au nom du demandeur si vous n'avez pas perçu d'aides en 2017, ou si vous avez perçu des aides en 2017 mais que vous changez de références bancaires pour le paiement 2018,
- un bordereau de localisation si vos animaux sont susceptibles d'être localisés sur des îlots ne figurant pas dans le registre parcellaire de votre déclaration de surfaces 2017,

La signature d'une nouvelle demande constitue un nouveau dépôt de demande d'aide à la date duquel seront calculés les effectifs engagés et débutera la période de détention obligatoire.

Vous ne pouvez pas modifier votre demande après son dépôt si vous avez été informé d'un contrôle sur place ou d'une anomalie relevée lors du contrôle administratif. Toutefois, vous devez continuer à déclarer toute modification de la localisation des animaux et toute perte d'animaux (cas de force majeure et circonstances naturelles), au moyen des bordereaux prévus à cet effet (cf. plus loin).

#### Attention

Le nom figurant sur vos références bancaires doit correspondre exactement au nom du demandeur. Dans le cas contraire, les références bancaires ne peuvent pas être prises en compte.

### 5. Complément à l'ADMCA pour les veaux

Un complément à l'ADMCA peut être versé pour les veaux :

- nés sur l'exploitation entre le 1<sup>er</sup> octobre 2017 et le 30 septembre 2018,
- correctement identifiés et notifiés,
- élevés sur l'exploitation pendant une période de 6 mois consécutifs.

Le nombre de veaux aidés est plafonné par le nombre de femelles éligibles à l'ADMCA.

### 6. Télédéclaration

Vous pouvez déclarer votre *demande ADMCA* sur le site telepac ([www.telepac.agriculture.gouv.fr](http://www.telepac.agriculture.gouv.fr)).

Vous pouvez également déclarer sur ce site des *bordereaux de perte et de localisation des animaux* durant toute la période de détention obligatoire.

Vous pouvez télécharger vos nouvelles coordonnées bancaires le cas échéant.

Si vous utilisez telepac, vous n'avez aucun formulaire papier à remplir et à transmettre. Vos données télédéclarées sont automatiquement transmises à la DAAF.

### 7. Le montant de l'aide

Les montants unitaires par animal, avant application éventuelle d'un stabilisateur permettant de respecter l'enveloppe financière allouée au niveau national, sont les suivants :

Montant de l'aide pour les 80 premières femelles	Montant de l'aide pour les femelles suivantes	Montant du complément d'aide pour les veaux
250 euros	200 euros	200 euros

Les premiers versements de l'ADMCA interviendront à partir de décembre 2018 pour les demandes dont la période de détention obligatoire sera achevée ; le complément pour les veaux sera versé au printemps 2019.

En tout état de cause, l'ensemble des paiements sera effectué au plus tard le 30 juin 2019.

## Engagements

### 7. Localiser les animaux

Vous devez déclarer les lieux de détention de votre cheptel au cours de la période de détention sur le formulaire de *demande d'aide* (paragraphe « *Localisation des animaux* »), ou avec le *bordereau de localisation* dans certains cas détaillés ci-dessous. Tout lieu de localisation des animaux, même temporaire, doit être communiqué à la DAAF.

- Lorsque vous remplissez votre formulaire de demande, si vos animaux sont localisés au cours de la période de détention obligatoire, même temporairement :
- dans un bâtiment de votre exploitation : vous devez préciser la commune où est localisé ce bâtiment dans le paragraphe « *Localisation des animaux* » du formulaire de demande ;
- sur des parcelles déclarées dans votre déclaration de Surfaces 2017 : vous devez cocher la case « *sur des îlots figurant dans le registre parcellaire de ma déclaration de surfaces 2017* » dans le paragraphe « *Localisation des animaux* » du formulaire de demande ;
- sur des parcelles que vous n'avez pas déclarées dans votre déclaration de Surfaces 2017 : vous devez cocher la case « *sur des îlots ne figurant pas dans le registre parcellaire de ma déclaration de surfaces 2017* » dans le paragraphe « *Localisation des animaux* » du formulaire de demande et préciser le nom de la commune de localisation, l'exploitant concerné, et, si vous les connaissez, les numéros d'îlots concernés.

#### Exemples

- Si vos animaux sont susceptibles de se trouver pendant la période de détention obligatoire sur un îlot acquis depuis votre dernière déclaration de surfaces, vous devez remplir un *bordereau de localisation* même si ces îlots seront déclarés dans votre déclaration de surfaces 2018.
  - Si vos animaux sont susceptibles de se trouver pendant la période de détention obligatoire sur un îlot prêté par un autre exploitant à des fins de pâturage, vous devez remplir un *bordereau de localisation* même si le déplacement est temporaire.
- Au cours de la période de détention obligatoire :
- si vous déplacez vos animaux, même temporairement, dans des lieux qui n'ont pas été déclarés dans votre formulaire de demande ou sur un bordereau joint au formulaire (par exemple un îlot acquis depuis le dépôt de votre demande), vous devez adresser un *bordereau de localisation* à la DAAF avant de déplacer vos animaux (voir l'encadré ci-dessous).

#### Comment remplir un bordereau de localisation ?

Après avoir renseigné les informations vous concernant (pacage, nom, ...) vous devez cocher la ou les cases correspondant à votre situation.

Dans le cas où vous allez déplacer vos animaux sur des îlots non déclarés dans le registre parcellaire de votre déclaration de surfaces 2017, vous devez compléter le tableau du formulaire. Deux cas de figure peuvent se présenter :

- vous connaissez les références de ces îlots, alors indiquez le numéro Pacage ou le nom de l'exploitant ayant déclaré ces îlots, la commune où ils sont localisés, ainsi que leurs références ;
- si vous ne connaissez pas les références des parcelles sur lesquelles vous allez déplacer vos animaux, alors indiquez de la manière la plus précise possible la localisation de ces parcelles (commune, nom du propriétaire éventuel, lieu-dit ou autres précisions).

### 8. Notifier les mouvements dans les délais réglementaires

Tous les mouvements d'animaux doivent être notifiés dans les délais réglementaires à l'EDE. Un animal pour lequel un mouvement (entrée ou sortie) est notifié hors délais n'est pas éligible à l'ADMCA.

Les sorties notifiées pendant la période de détention obligatoire (PDO) sont prises en compte automatiquement (sous la forme d'une réduction de l'effectif éligible) sans qu'il soit nécessaire d'en informer la DAAF.

Par contre, une sortie doit être notifiée auprès de la DAAF au moyen d'un *bordereau de perte* pour qu'elle puisse être considérée comme relevant d'une force majeure ou d'une circonstance naturelle (cf. paragraphe suivant).

#### Remplacement d'un animal sorti

Tout animal sorti de l'exploitation et dont la sortie a été notifiée à l'EDE dans un délai maximal de 7 jours peut être remplacé dans les 20 jours suivant sa sortie. L'entrée du nouvel animal doit être notifiée à l'EDE dans un délai maximal de 7 jours.

### 9. Signaler à la DAAF les pertes d'animaux dans certaines circonstances exceptionnelles

En plus des notifications de sorties faites à l'organisme chargé de l'identification, vous devez communiquer à la DAAF :

- dans un délai de 10 jours ouvrés (jours autres que les samedis, dimanches et jours fériés) toute diminution, au cours de la période de détention obligatoire, de l'effectif engagé, dès lors que vous souhaitez que cette perte soit reconnue comme **circonstance naturelle** (la circonstance naturelle est reconnue lorsqu'un animal meurt des suites d'une maladie ou des suites d'un accident dont vous ne pouvez pas être tenu pour responsable et que **cette disparition vous empêche de respecter le maintien de l'effectif engagé pendant la période de détention obligatoire**) ;
- dans un délai de 15 jours ouvrés (jours autres que les samedis, dimanches et jours fériés) toute diminution, au cours de la période de détention obligatoire, de l'effectif engagé, dès lors que vous souhaitez que cette perte soit reconnue comme relevant de la **force majeure**, c'est-à-dire lorsqu'un événement exceptionnel comme une catastrophe naturelle grave, une épizootie ou une incapacité professionnelle de longue durée vous empêche de respecter votre engagement de maintien des animaux sur votre exploitation (les cas de force majeure sont précisément définis par la réglementation).

Dans le cas d'une circonstance naturelle, l'animal est comptabilisé dans l'effectif éligible mais il n'est pas primé.

Dans le cas d'une force majeure reconnue par l'administration, l'animal est comptabilisé dans l'effectif éligible et il est primé.

**La notification s'effectue au moyen du bordereau de perte. Indiquez sur le bordereau de perte la date de la perte, le nombre d'animaux éligibles perdus, leur numéro d'identification ainsi que le motif de la perte.**

### 10. Vérifier le caractère allaitant du cheptel

En application des dispositions réglementaires, l'ADMCA ne peut être versée que pour un effectif de femelles allaitantes, c'est-à-dire pour un effectif de femelles destinées à l'élevage de veaux pour la production de viande.

L'effectif primable est calculé automatiquement de telle sorte que deux ratios soient respectés :

- le **ratio de productivité** (nombre minimum de veaux par vache, fixé dans votre département par arrêté préfectoral) ;
- la **durée moyenne minimale de détention pour les veaux** nés sur l'exploitation (durée fixée dans votre département par arrêté préfectoral).

Les éléments pris en compte pour le calcul sont les suivants :

- le nombre de veaux nés sur l'exploitation ;
- le nombre de vaches (calculé sur la base de 60% de l'effectif de femelles maintenues pendant toute la période de détention obligatoire) ;
- et la durée minimale de détention.

Les veaux comptabilisés sont ceux dont la durée moyenne de détention est supérieure à la durée minimale de détention des veaux. La détention des veaux est vérifiée sur un intervalle de temps de 12 mois à 24 mois, également fixé par arrêté préfectoral.

### Attention

L'effectif primé à l'issue de la période obligatoire de détention étant fonction du respect du caractère allaitant du troupeau, vous devez veiller à mener votre troupeau en conséquence, car si le caractère allaitant est établi pour un cheptel moindre, le nombre de bovins à primer sera diminué en proportion.

### Exemple

Un éleveur détient 80 femelles maintenues pendant toute la période de détention. Le calcul s'effectue sur la base de 60% de cet effectif (pour obtenir le nombre de vaches), soit 48 vaches.

Le ratio minimal de productivité est fixé à 0,7 dans le département de cet éleveur. Pour que la totalité de son effectif puisse être primé, l'éleveur doit respecter ce ratio et doit donc disposer de 33,6 ( $48 \times 0,7$ ) veaux nés sur son exploitation.

Si cet éleveur ne dispose que de 21 veaux nés sur son exploitation, l'effectif primable sera calculé en diminution. Pour cet éleveur, il sera possible de primer 30 vaches ( $21/0,7$ ) et donc au total 50 femelles (30/60 %).

## 11. Respecter la réglementation relative à l'identification des animaux

Le respect de la réglementation relative à l'identification concerne tous les bovins présents sur l'exploitation et consiste notamment :

- à poser sur chaque oreille d'un bovin, au plus tard 20 jours après sa naissance sur l'exploitation, une marque auriculaire agréée comportant le numéro national d'identification ;

- à maintenir en permanence les marques auriculaires de chaque bovin et à signaler toute perte de ces marques à l'EDE (Établissement départemental de l'élevage) ;
- à remplir le document de notification pour tous les événements de la vie de l'animal (naissance, entrée, mort, sortie) et à transmettre l'original de ce document signé à l'EDE dans un délai de 7 jours suivant l'événement ;
- à tenir à jour le registre des bovins qui comprend le double des documents de notification et le livre des bovins édité par l'EDE ;
- à signaler immédiatement à l'EDE toute différence entre un animal et les informations figurant sur son passeport (numéro national, sexe, type racial ou code race).

Lorsque, à l'occasion d'un contrôle dans l'exploitation, il est constaté le non-respect de la réglementation relative à l'identification, y compris pour des bovins non éligibles aux aides, des réductions pouvant aller jusqu'à la suppression des aides pourront être appliquées.

## 12. Déposer la déclaration de surfaces du dossier PAC 2018

Si vous disposez de surfaces agricoles exploitées, vous devez déposer un dossier de déclaration de surfaces au plus tard le 15 mai 2018.

La déclaration de surfaces doit comprendre toutes les parcelles que vous possédez, que vous louez, ou dont vous avez l'usage et que vous utilisez à des fins agricoles. Elle permet notamment de contrôler et de vérifier la localisation de vos animaux.

## Vérifications et réductions

À la suite du dépôt des demandes d'aides, des contrôles administratifs et des contrôles sur place sont effectués afin de vérifier le respect des engagements.

### 13. Vérifications administratives

#### Dépôt tardif

Toute demande d'ADMCA signée électroniquement sur telepac ou déposée en DAAF par l'intermédiaire du formulaire papier après le 15 juin 2018 fera l'objet d'une réduction du paiement égale à 1% par jour ouvré de retard (jours autres que les samedis, dimanches et jours fériés). **Aucune demande ne sera possible après le 10 juillet 2018.**

### 14. Contrôles sur place

En déposant votre demande d'aides, vous vous engagez à permettre l'accès de votre exploitation aux autorités compétentes et à faciliter le contrôle, par exemple en participant au rassemblement des animaux, en tenant à disposition des contrôleurs les DAB ou passeports, le registre, les factures, les bons d'enlèvement...

Les contrôles sur place peuvent intervenir pendant ou après la période de détention. Ils sont constitués de deux parties :

- un **contrôle documentaire** qui consiste à examiner le registre des bovins et des pièces justificatives décrivant les mouvements des bovins (factures, bons de livraison...). Il est rappelé que ces documents doivent être conservés pendant au moins 4 ans sur l'exploitation.
- un **contrôle physique des animaux** qui consiste notamment à :
  - vérifier les numéros d'identification des bovins présents sur l'exploitation ;
  - dénombrer les bovins présents sur l'exploitation ;
  - vérifier la localisation des bovins.

À l'issue du contrôle, vous serez invité à signer et, si vous le souhaitez, à compléter par vos observations le compte rendu dont vous conserverez un exemplaire.

Un refus de contrôle de votre part entraîne le rejet de votre demande d'aides.

### 15. Réductions

Lorsque des anomalies sont constatées sur vos bovins à l'occasion d'un contrôle sur place, ces animaux sont considérés comme « en écart ». Un taux d'écart est alors calculé. Ce taux est égal au rapport entre le nombre d'animaux en écart et le nombre d'animaux calculé automatiquement pour votre demande d'ADMCA, après contrôle.

Si le nombre d'animaux en écart ne concerne **pas plus de trois animaux**, alors le montant de l'aide est réduit du pourcentage d'écart calculé.

Si le nombre d'animaux en écart concerne **plus de trois animaux** et

- si le **taux d'écart est inférieur ou égal à 10 %**, alors le montant de l'aide est réduit du pourcentage d'écart calculé,
- si le **taux d'écart est supérieur à 10% et inférieur ou égal à 20 %**, alors le montant de l'aide est réduit de deux fois le pourcentage d'écart calculé,
- si le **taux d'écart est supérieur à 20 %**, alors aucun versement n'est effectué,
- si le **taux d'écart est supérieur à 50 %**, l'aide n'est pas versée et une pénalité supplémentaire égale au montant correspondant sera appliquée.